



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

mutuelles

Question écrite n° 48298

Texte de la question

M. Pierre Hellier souhaite attirer l'attention de M. le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire sur le projet de réforme du code de la mutualité, et notamment sur les conséquences de l'article L. 411-2, qui, a propos des conditions de représentativité des différentes fédérations mutualistes au sein du Conseil supérieur de la mutualité, prévoit à son deuxième alinéa que les représentants des mutuelles, unions et fédérations seront élus par des comités régionaux de coordination, au scrutin de liste à un tour, avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Il s'agit là, en effet, d'un mode de scrutin qui attribue la totalité des sièges à pourvoir aux seules structures majoritaires et qui interdit toute représentation aux mutuelles qui ne bénéficient pas d'une implantation régionale uniforme. En l'espèce, cette procédure, si elle venait à se confirmer, aurait pour conséquence directe de réserver, à une seule organisation, l'intégralité des sièges au sein d'un conseil qui compte, parmi ses attributions, de délivrer un avis sur l'agrément des mutuelles. Il lui demande donc de bien vouloir préciser les mesures qu'il entend proposer afin que l'ensemble des structures mutualistes soit démocratiquement représenté et que le pluralisme puisse s'exprimer dans ce cadre.

Texte de la réponse

Le Gouvernement a sollicité du Parlement une habilitation à procéder par voie d'ordonnance, dans le cadre de l'article 38 de la Constitution, pour transposer au secteur de la mutualité les troisièmes directives régissant l'assurance-vie et l'assurance non vie. Le principe a été posé d'un changement du mode d'élection des représentants des mutuelles au sein du Conseil supérieur de la mutualité qui devrait s'effectuer selon un système proportionnel de façon à mieux représenter, dans cette instance aux pouvoirs étendus, les différentes sensibilités du mouvement mutualiste. Cette disposition en l'état actuel du projet d'ordonnance qui a été transmis au Parlement relève cependant d'un texte réglementaire d'application.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Hellier](#)

Circonscription : Sarthe (1^{re} circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 48298

Rubrique : Économie sociale

Ministère interrogé : économie solidaire

Ministère attributaire : économie solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 juillet 2000, page 3880

Réponse publiée le : 15 janvier 2001, page 317